

Penser et combattre le salafisme comme idéologie d'extrême-droite

Par Nathanaël Uhl, journaliste, blogueur pour [Le Cri du peuple](#)

Pour évoquer calmement les questions soulevées par les attentats qui ont eu lieu en France le 13 novembre 2015, il fallait prendre un peu de distance par rapport à l'émotion et donc s'imposer un peu de temps. Il s'agit d'abord de comprendre ce qu'est Daesh, cet « état islamique », de se pencher sur ce qui entraîne un certain nombre de jeunes européens à rejoindre les rangs de cette idéologie mortifère, de mesurer en quoi ils sont tout à fait le produit de notre civilisation occidentale et que c'est pour cela qu'ils la rejettent. Enfin, il faut également accepter de se pencher sur l'abandon de pans entiers du pays, abandon à l'origine de ces dé-placés, comme on disait autrefois les déclassés.

Erostrate, l'absence des mots, le choc des images

*« — Je le connais votre type, me dit-il. Il s'appelle Érostrate.
Il voulait devenir illustre et il n'a rien trouvé de mieux que de brûler le temple d'Éphèse,
une des sept merveilles du monde.*

— Et comment s'appelait l'architecte de ce temple ?

— Je ne me rappelle plus, confessa-t-il, je crois même qu'on ne sait pas son nom.

*— Vraiment ? Et vous vous rappelez le nom d'Érostrate ?
Vous voyez qu'il n'avait pas fait un si mauvais calcul. »*

(Jean-Paul Sartre)

Le 13 novembre 2015 a eu lieu la plus importante tuerie commise en France par des terroristes, elle a causé 130 victimes. Elle succède au massacre perpétré, onze mois plus tôt, dans les locaux de Charlie hebdo occasionnant douze morts. Le lendemain, une policière municipale a été abattue parce qu'elle était policière ; le surlendemain, quatre Français ont été tués parce que de confession juive. Le 13 novembre a remis sur la table la question : pourquoi ? Comment en sommes-nous arrivés là ?

En fait, nous en étions déjà là. Avant les frères Abdeslam, Abdelhamid Abaaoud, Omar Mostefaï Samy Amimour ; les frères Kouachi et Coulibaly, il y a eu le gang de Roubaix en 1996 puis le gang des Barbares puis Mohamed Merah et Mehdi Nemmouche. Ils ont tous beaucoup en commun ¹ : des origines sociales et un parcours de vie qui en font des dé-placés. Ils ne sont même plus dans les marges, puisque le marginal a son utilité dans la société, ils sont hors de la page. Leurs rêves de

¹ [Merah, Kouachi, Coulibaly... D'incroyables similitudes](#), in *L'Express*, 14 janvier 2015

gloire, alimentés par la mythologie capitaliste de la jouissance, se fracassent sur la réalité d'un ordre social dont l'inégalité des chances demeure un fondement. Tous se convertissent tardivement à un islam dont ils méconnaissent les bases ². Élevés dans la culture du jeu vidéo, ils vouent un culte très sexuel à la violence, sans que le jeu vidéo ne soit un facteur unique... Le culte de la violence, de la mort, est un invariant dans toutes les extrême-droites, comme le rappelle Boris Cyrulnik : « *Il y a une érotisation de la mort. Les groupes d'extrême droite ont toujours érotisé la mort* » ³. C'est le rêve du combat plutôt que l'étude du Coran.

On en revient à Wilhelm Reich et à La Psychologie de masse du fascisme. Dans cet ouvrage, malheureusement snobé, Wilhelm Reich analyse le fascisme qui se développe sur un sombre terreau, tapi dans l'inconscient collectif. Ce dernier est composé de structures sociales et psychologiques comme par exemple la famille autoritaire. Plus largement, ce seront tous les mécanismes de contrainte du désir, de la libido qui vont créer les conditions psychologiques. C'est grâce à eux que les classes moyennes et certains pans de la classe ouvrière vont se tourner vers l'idéologie nazie. Cet appareil de contrainte psychologique va brimer et aliéner la nature réelle de l'être humain. Reich nomme cette configuration particulière d'autoritarisme et de frustration sexuelle : la peste émotionnelle, qui selon lui, va être la caractéristique première du fascisme. Difficile de ne pas faire le parallèle avec l'itinéraire des individus cités.

Il faut lire attentivement ce qu'écrit le journaliste Pierre Torrès, ancien otage en Syrie, sur Mehdi Nemmouche et qui peut s'appliquer à tous les autres : « *Ce qu'il incarne, c'est une forme particulièrement triviale de nihilisme. Il est, à cet égard, un pur produit occidental, labellisé et manufacturé par tout ce que la France peut faire subir à ses pauvres comme petites humiliations, stigmatisations et injustices.* » ⁴

Ces propos rencontrent la vision plus théorisée de Boris Cyrulnik : « *Ce ne sont pas des fous, ni des monstres. Ce sont des enfants normaux et en détresse, façonnés intentionnellement par une minorité qui veut prendre le pouvoir. Ces enfants sont abandonnés, en difficulté psychosociale et éducative, et il faudrait d'abord les éduquer. Ils le sont par les réseaux sociaux qui sont une arme pour façonner ces jeunes. Internet véhicule une représentation facile de la réalité, une pensée paresseuse à l'origine de toutes les théories totalitaires. Avec une minorité d'hommes formés, payés et armés, manipulés et fabriqués, on peut détruire une civilisation. Cela a été fait. L'inquisition et le nazisme l'ont fait.* » ⁵

Revenons à Mehdi Nemmouche, tel que le décrit Pierre Torrès : « *Ses raisons d'aller en Syrie se rapprochaient probablement plus de celles qui, à un certain degré, mènent des adolescents américains à abattre toute leur classe ou certains de nos contemporains à participer à une émission*

² Commission d'enquête sur la surveillance des filières et des individus djihadistes, Assemblée nationale, juin 2015

³ [Boris Cyrulnik: «Les djihadistes me rappellent les nazis»](#), in *L'Illustré*, 2015

⁴ «[J'ai commis l'erreur de collaborer avec les services de l'antiterrorisme français](#)», in *Le Monde*, 17 septembre 2014

⁵ [Terroristes islamistes : «C'est la même mécanique que pour les nazis»](#), in *sud-Ouest*, 9 janvier 2015

de télé-réalité, qu'à une quelconque lecture du Coran. »⁶ La télévision joue un rôle propulsif dans le parcours des uns et des autres. En 2012, au moment de la fin de Mohamed Merah, après un siège filmé en direct, nombreux disaient que, sans les médias, Merah serait déjà mort. Il faut plutôt se dire : « sans les médias, Merah n'aurait jamais été ». Mohamed Merah est l'enfant barbare – oui, il y a une allusion explicite au « gang des barbares » de sinistre mémoire – de la société du spectacle⁷.

L'appréciation de Pierre Torrès rejoint celle d'un autre journaliste et lui aussi ancien otage, qui aurait été placé sous la surveillance de Nemmouche, Didier François : « Dans notre détention, dans ses propos permanents, il y avait une espèce d'obsession antisémite, une obsession à vouloir imiter ou dépasser Merah, son modèle. Ce qu'il y a d'extraordinaire avec le parcours de Nemmouche, vous voyez bien que ce n'est pas un idéologue islamiste ! Il le disait lui-même : il se définissait comme un jeune criminel transformé en nettoyeur ethnique, c'est ce qu'il disait en permanence. »⁸

Daesh comme un des nouveaux visages de l'extrême-droite

Sont-ils, les Merah, les Coulibaly, les Kouachi, les Nemmouche, les Abdeslam et Abaaoud finalement si différents de ceux qui ont mis à mort Clément Méric ? Comme les *boneheads* (crânes rasés fascistes improprement appelés « *skinheads* ») nostalgiques de la SS, ils ont intégré la violence physique comme un élément constituant du discours politique, les militants d'extrême-droite ont un rapport différent du nôtre à la vie. Ils parlent volontiers de « mépris de la mort » pour camoufler que, pour eux, « la chair humaine ne vaut pas cher ». On retrouve, et pour cause, la même rhétorique du côté de ceux que l'on nomme « *djihadistes* ». De fait, pour une partie de la jeunesse sans repères, notamment celle issue du *lumpenproletariat* moderne, l'extrême-droite a toujours constitué une issue après des parcours où rêves de gloire brisés et petite délinquance se mêlent.

L'idéologie à laquelle disent se rattacher des membres du gang de Roubaix jusqu'à Abaaoud est une des facettes de l'extrême-droite internationale. Nombreux sont ceux qui croient que l'extrême-droite est une construction politique européenne. C'est oublier son existence au Japon, en Inde et, désormais, au Proche-Orient. Les mouvements incarnés aujourd'hui par Daesh ou Boko Haram, comme par Al-Qaeda ou, plus tôt par l'Armée islamique du salut en Algérie, relèvent non pas de l'islam mais bien de l'extrême-droite. Ces mouvements ne sont pas essentialistes dans le sens habituel de ce terme, c'est-à-dire ethno-différencialistes – mais toute l'extrême-droite ne l'est pas comme le franquisme et le fascisme italien le rappellent. Rappelons-nous aussi que la Waffen SS, en son temps, a intégré dans ses rangs des volontaires venus de toute l'Europe, recrutant y compris parmi des musulmans dans les pays balkaniques. Pour en revenir aux fascistes modernes cachés derrière un *Coran* version Mad Max, ils sont tout autant organicistes, c'est-à-dire qu'ils envisagent la société comme un corps humain, infecté par des virus qu'il faudrait éradiquer. Il n'est qu'à voir comment se comportent les adeptes de Daesh avec les Yézides.

⁶ Pierre Torrès, *op. cit*

⁷ [Merah version Warhol ou l'horreur du spectacle](#), in *Le Cri du peuple*, 22 mars 2012

⁸ [Mehdi Nemmouche : ce que l'on sait de son parcours](#), in *Le Monde*, 8 septembre 2014

Le contradicteur pourrait objecter Daniel Guérin dans la comparaison, puisque le penseur a travaillé à la mise en lumière des liens entre le fascisme et la grande bourgeoisie possédante. « *Le fascisme est, bien sûr, une réaction défensive de la bourgeoisie, mais une défense contre la désintégration de son propre système beaucoup plus que contre toute offensive prolétarienne* », écrit ainsi Daniel Guérin ⁹. A cette objection, on peut répondre simplement : lisez donc un article sérieux sur le financement d'Al-Qaeda et de Daesh. Sauf que la situation du capitalisme a changé, qui mène depuis trente ans sa propre révolution interne. Il faut donc réactualiser les termes de Guérin de la manière suivante : « *Le fascisme est, désormais, une réaction offensive de la bourgeoisie, une offensive pour accompagner la mutation à marche forcée de son propre système beaucoup plus que contre toute offensive prolétarienne* ».

C'est à ce niveau que se situent les attaques menées par les deux extrême-droites, celle bien européenne incarnée par le FN, le Vlams Belang, l'Alliance nationale italienne... et celle de Daesh, Boko Haram et Al-Qaeda. Les deux se connaissent d'ailleurs puisque leurs éléments les plus radicaux ont été formés dans les mêmes camps d'entraînement, notamment en Libye, dans les années 1990. C'est là que se croisent Carlos, le terroriste *free lance* proche de l'ultra gauche, les *Moudjahidin* rescapés de la guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques qui partiront ensuite en Algérie – là où le mouvement terroriste salafiste a mené ses premières opérations de terreur systématique - et les plus convaincus des nationalistes européens qui iront faire le coup de feu, du côté des Serbes face aux Bosniaques dans la guerre des Balkans ¹⁰. Les deux extrême-droites partagent également la même vision du monde : chacun chez soi. C'est sur cette base qu'elles se répartissent les zones d'influence. On comprend mieux du coup pourquoi les élus FN n'ont participé à aucune cérémonie, à aucun hommage aux victimes des trois fusillades en janvier 2015.

Il faut être clair sur ce sujet, pour ne pas se tromper dans la réponse : le salafisme, comme l'intégrisme catholique ou les fondamentalistes juifs, n'a rien à voir avec les textes religieux, encore moins avec les croyants. Ce sont d'abord des politiques. Des personnes qui croient que la loi de leur Dieu, vue de la manière la plus étroite qui soit, exclusive et dominatrice, doit s'appliquer à tous les êtres humains. Ils pensent que la loi pervertie qu'ils prêtent à leurs dieux doit devenir la loi de la cité, politique en grec ancien. Il convient donc, pour contrer cette idéologie d'un genre pas si nouveau que cela, de saisir sur quel terreau – proprement politique – elle prospère.

La république en flammes

Depuis 2005 et les émeutes qui ont fait suite à la mort de deux jeunes poursuivis par la Police, Zyed et Bouna, la situation des quartiers populaires n'a cessé de se dégrader. Or, qui se souvient encore, dix ans après les faits, des dites « émeutes urbaines » : plus de dix jours d'échauffourées, partout en France. Des voitures brûlées par milliers, des établissements publics, des entreprises, prises pour

⁹ Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*

¹⁰ Entretien de l'auteur avec un ancien militant nationaliste du Havre, inculpé pour homicide, et ex membre du DPS du Front national à Vitrolles, 2002.

cible. La République en flammes. Mais est-ce bien la République à laquelle les jeunes révoltés s'en sont pris ? Et si c'était à l'absence de République que les « gueux » des temps contemporains avaient réagi ?

Depuis 1981 et les premières flambées de violences aux Minguettes et à Vaulx-en-Velin, les politiques de la Ville successives ont échoué.. Les dispositifs connus sous le nom de « Zones urbaines sensibles » puis l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) ont montré leurs limites. Dans le même temps, le vécu des habitants des quartiers ne cesse de se dégrader. Au point que les penseurs autorisés se sentent latitude d'évoquer aujourd'hui « *l'échec du modèle républicain d'intégration* ». Quand les émeutiers de 2005 s'en prennent aux gymnases, crèches, écoles, centres sociaux... ils visent les symboles de l'Etat, Etat pris au sens large du terme : de la municipalité aux administrations nationales. Bref, à ce qui représente, sensément, la solidarité collective. Ce faisant, ils dénoncent l'absence de cet Etat au plus près d'eux. Peut-on encore parler de République quand la présence de cette dernière n'est guère plus assurée dans les faits que par la Police nationale de répression et par l'école ?

Où sont passés l'ANPE, la Poste, EDF-GDF ? Quels moyens restent-ils aux éducateurs de proximité quand les budgets des mairies – qui sont quasiment les dernières collectivités à les employer – sont réduits à peu de chagrin au nom de la sacro-sainte « réduction des déficits publics » ? On pourrait – devrait – aussi parler de l'enclavement des quartiers dits « sensibles ». A Marseille, le métro ne circule plus entre le centre et les périphéries à partir de 21h. C'est la ghettoïsation de facto qui s'installe, quand la liberté de mouvements est remise en cause. A Grigny, en Essonne, il a fallu que la municipalité communiste se batte pendant des années pour obtenir de l'Etat les moyens pour créer une voie traversante permettant d'ouvrir le quartier de la Grande Borne au reste du bassin de vie.

Dans ce contexte, les collectivités locales sont prises à la gorge. L'exemple de Grigny est frappant. Cette commune, que l'Etat a fait passer de 3 500 habitants en 1968 à 25 000 en 1975, a le triste privilège de bénéficier des plus faibles recettes fiscales d'Île-de-France, de la plus importante proportion de moins de 20 ans sur le même périmètre. Dans cette ville, au bord de l'asphyxie financière en raison du désengagement de l'Etat, comment assurer la solidarité républicaine au jour le jour ? Ce qui vaut pour Grigny vaut pour Villetaneuse, en Seine-Saint-Denis. Le cycle est infernal : pas de ressources ou si peu pour les municipalités, des entreprises peu intéressées pour s'implanter dans des périmètres que les médias s'acharnent à présenter comme « non sécurisés », pas d'emploi pour les habitants qui se voient souvent refoulés en raison de leur simple domiciliation.

Les associations, elles, apparaissent débordées, devant assumer en lieu et place de la puissance publique, la solidarité, l'éducation, la prévention, avec des moyens en baisse constante. Combien d'entre-elles ont dû supprimer des actions faute de subventions à la hauteur des enjeux ? Combien de programmes associatifs ont disparu depuis que les gouvernements successifs, de la présidence Chirac à celle de Sarkozy, ont supprimé les emplois-jeunes ? Combien de bénévoles se retrouvent désemparés quand les subsides des collectivités, de l'Etat et même de l'Europe sont désormais distribués dans le cadre « d'appels à projet » et non plus pour assurer le fonctionnement au quotidien ?

Pourtant, les quartiers populaires incarnent l'avenir de la France, voire de l'Europe

La France « black blanc beur », devenue un leurre pour journaux télévisés au début des années 2000, a disparu des prompts. La vraie France tricolore est celle de l'apartheid social. A Sevran, à Haute-pierre (Strasbourg), dans les quartiers Nord de Marseille, au Mirail à Toulouse, au Morillon à Montreuil, blacks, blancs et beurs vivent la même absence de débouchés, la même violence sociale, le même désespoir. Et les feux qui marquent ces mêmes territoires en sont l'expression médiatique, quand tout a été dit et redit, des centaines de fois. Face à ces questions sempiternelles, les réponses apportées par trois ministres successifs fixent comme seul objectif de passer ces quartiers au « kärscher » pour en éliminer « la racaille ». La réponse politique au déplacement d'un nombre croissant des citoyens est de déplacer le problème sur la question sécuritaire.

Aujourd'hui, dans cette crise économique, sociale et morale qui traverse la France et, plus globalement, l'Europe, c'est bien le manque de service public, le manque de République, qui est en cause. La reconquête des banlieues est un objectif en soi pour la gauche dans ce pays, sur ce continent. Certes, il faut condamner la violence ; certes, il faut renouer le dialogue ; certes, il faut en finir avec les communautarismes divers qui gangrènent les périphéries (géographiques, sociales, culturelles...) de l'hexagone et de l'Europe. Mais une question ? Qu'est-ce que le communautarisme sinon la mise en œuvre à un niveau local, et de manière excluante, de la solidarité qui n'est plus assumée par ceux dont ce devrait être le rôle ?

Dans ce contexte, il convient aussi et surtout de remettre au cœur de l'action publique le service public de proximité. En matière d'emploi en premier lieu. Le service public de l'Emploi ne peut être dévolu aux seules associations, même si elles s'appellent « missions locales », c'est un vrai service public, doté de moyens renforcés, qui est nécessaire. Le service public de l'Éducation ne peut plus être assuré par l'école maternelle et primaire – parce que certaines municipalités y font encore construire des groupes scolaires -, plus rarement par le collège et, de manière exceptionnelle, par le lycée professionnel, avec le soutien d'associations de bonne volonté. Les Zones d'éducation prioritaires (ZEP) doivent recouvrer tout leur sens, avec des moyens financiers à la hauteur, avec vraiment 20 élèves par classe et les outils de pointe nécessaires. Le renforcement des équipes péri-éducatives se pose aussi comme un besoin bien réel. Le redécoupage de la carte scolaire s'impose aussi, à l'évidence ; mais il ne sera pas suffisant pour arriver à l'objectif de mixité sociale tant que les moyens d'une éducation de qualité pour tous ne seront pas mis en œuvre.

Il convient également de réimplanter les entreprises ayant encore, dans leur cahier des charges une mission de service public, telles EDF, GDF, La Poste, France Télécom au cœur de ces concentrations humaines. Cela implique, de fait, la relance de politiques d'embauche afin de faire fonctionner ces nouvelles antennes de proximité, qui répondent aux besoins des populations. Ces recrutements à venir permettront, en outre, à des jeunes issus des quartiers d'avoir accès à l'emploi. La même démarche doit valoir aussi pour le service public local : crèches municipales, antennes de quartier, centres communaux d'action sociale...

L'ascenseur social est bloqué à la cave

Mais cela ne doit pas nous exonérer de réfléchir sur l'urbanisme de ces quartiers, sur les concentrations inhumaines de logements devenus inadaptés – 25 000 habitants pour le seul quartier de La Paillade à Montpellier – et ayant perdu leur vocation initiale de sas vers l'accession à la propriété. Il convient de reprendre de vastes programmes de réhabilitations alliant les aspects d'habitat, de services de proximité, de transports en commun. Les transports sont souvent oubliés dans la réflexion concernant les quartiers périphériques. Pourtant, ils ont un rôle majeur à jouer, tant ils sont les moyens indispensables de la mobilité, dont chacun mesure qu'elle est une condition sine qua non dans l'accès à l'emploi. Or, les banlieues sont les lieux de vie les moins bien irrigués par le service public de transport : lignes restreintes, horaires inadaptés, coût pour l'utilisateur encore trop élevé... Et les habitants de ces quartiers sont, parallèlement, les moins équipés en véhicules individuels, ce qui rend leur accès à l'emploi plus compliqué encore.

Enfin, c'est aussi toute la politique de prévention qu'il convient de repenser. Dans ce cadre, oui, la Police de proximité est une nécessité. Et l'îlotage n'est pas une dépense inutile, c'est un investissement pour renouer le dialogue entre des populations défavorisées et les forces de l'ordre. Ce qui ne doit pas exclure, au contraire, l'embauche d'éducateurs de rue, de médiateurs, bref de tous les maillons de la chaîne de prévention.

Certes, cela coûte cher et coûtera cher. Mais combien ces investissements vont-ils générer d'emplois nouveaux dans le secteur privé comme dans le secteur public ? Et qui dit emplois nouveaux dit aussi nouvelles rentrées fiscales. Un salarié, même fonctionnaire, paie assurément plus d'impôts qu'un chômeur. Et cela contribuera aussi à lutter contre les déficits publics, mais pas par des économies de bouts de chandelle : grâce à de nouvelles recettes.

Mais surtout, au final, ce sont là les conditions pour replacer tout un chacun dans la société et donc prévenir le basculement nihiliste vers l'un des multiples visages de l'extrême-droite. Il s'agit bien de redonner du contenu aux mots « *liberté* », « *égalité* », « *fraternité* » et « *droits de l'Homme* » que nous brandissons si haut, si fort, avec tant d'arrogance alors qu'ils sont vides de sens pour trop de gens. C'est le paradoxe entre une affirmation ostentatoire des valeurs de la république d'un côté et leur absence de traduction concrète de l'autre qui nourrit les aspirants au martyr. De la même manière, cette contradiction entre le « dit » et le « fait » alimente, de la part des électeurs qui se tournent en masse vers l'extrême-droite habituelle, du FN à Eric Zemmour, un même rejet d'un modèle politique dont ils se sentent exclus.